

deuxième Décennie du développement. L'Assemblée générale a fait opposition à une tentative faite par les pays en voie de développement pour suspendre l'inscription de l'Afrique du Sud à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), question sujette à controverses et à discordes qui a soulevé de gros problèmes juridiques et constitutionnels

Les pays en voie de développement ont continué à faire pression pour obtenir davantage d'assistance économique, des tarifs commerciaux préférentiels et une assistance technique supplémentaire. Ils n'ont obtenu de résultats pratiques que sur ce dernier point. Malgré l'opposition de la majorité des pays industrialisés, la partie du budget régulier des Nations Unies consacrée à l'assistance technique a été augmentée à la vingt-troisième session et elle est passée de 6.4 à 6.9 millions de dollars. Parmi les pays industrialisés, le Canada, les États-Unis et la Grande-Bretagne surtout étaient d'avis que les crédits destinés à l'assistance technique devraient provenir principalement de programmes bénévoles comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Un large appui a été accordé aux propositions du Canada visant à réformer les procédures de la Deuxième Commission de l'Assemblée afin d'en améliorer l'efficacité en matière de développement.

En tant que membre du groupe francophone, le Canada a joué un rôle important dans l'initiative prise à la vingt-troisième session pour encourager l'usage plus répandu des langues officielles de l'Organisation au sein du Secrétariat général des Nations Unies et de ses divers organismes. Acceptée à une large majorité, cette proposition avait pour objet de prévoir des encouragements, en particulier un avancement plus rapide, pour les catégories de personnel qui connaissent ou connaîtront bien deux ou plusieurs des cinq langues officielles de l'Organisation. Découlant indirectement de cette initiative, une proposition a été adoptée faisant du russe une langue "de travail" de l'Assemblée générale (elle était déjà une langue "officielle") et une recommandation a été faite parallèlement au Conseil de sécurité pour que le russe et l'espagnol soient à la fois langues officielles et langues de travail au sein de cet organisme. Le Canada a appuyé ces propositions, lui qui a toujours préconisé l'emploi de plusieurs langues aux Nations Unies comme moyen important de communication et de compréhension internationales.

Pendant l'Année internationale des droits de l'homme, le Canada a pris part à la Conférence internationale des droits de l'homme qui a eu lieu à Téhéran en avril et il a parrainé une résolution proposant que les gouvernements encouragent l'établissement de régimes généraux d'assistance juridique pour la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Élections

Le Canada, qui avait été élu au Conseil de sécurité par l'Assemblée générale pour une période de deux ans au cours de la vingt et unième session, a terminé son mandat le 31 décembre 1968. A la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, la Finlande et l'Espagne ont été élues pour prendre la place du Canada et du Danemark, tandis que la Zambie et le Népal y remplacent l'Éthiopie et l'Inde; quant à la Colombie, elle prend la place du Brésil. Le mandat des membres non permanents nouvellement